

## MEXIQUE

Il est temps que les engagements pris en matière de droits humains se traduisent dans les faits

Index AI : AMR 41/011/01

Embargo : 9 mars 2001 (00 h 01 GMT)

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« À l'heure où le Mexique entre dans une nouvelle étape de son évolution politique, il est essentiel que le respect inconditionnel des droits humains devienne un élément central de l'ensemble de mesures annoncé par le gouvernement », a déclaré ce jour (vendredi 9 mars 2001) Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty International.

M. Sané conduira une délégation de l'organisation, qui séjournera à Mexico du 13 au 16 mars. La délégation a demandé à rencontrer le président Vicente Fox Quesada et des membres de son gouvernement, afin de s'entretenir avec eux de la gravité de la situation des droits humains au Mexique et des initiatives concrètes que se proposent d'adopter les autorités

pour y remédier.

« Alors que l'attention de la communauté internationale se focalise sur le Chiapas, nous allons soulever auprès des autorités diverses questions préoccupantes relatives aux droits fondamentaux, qui ne se limitent pas à la situation de cet État. Nous allons également formuler des recommandations destinées à traduire dans les faits les engagements pris par le président Vicente Fox Quesada, qui a promis que les droits humains allaient être protégés "comme jamais auparavant" au Mexique, a ajouté M. Sané.

« Il est impératif que le gouvernement définisse et mette en œuvre un nouveau plan national d'action pour la protection des droits humains, qui permette à la fois de remédier aux problèmes actuels du Mexique et de préparer l'avenir. »

Depuis son élection, le président Vicente Fox Quesada a exprimé à maintes reprises son intention d'entreprendre des réformes en vue de construire un nouveau Mexique, fondé sur l'état de droit et le respect inconditionnel des droits de la personne humaine. Il s'est

également engagé à aligner la législation nationale sur les instruments internationaux relatifs aux droits humains qui ont été signés par le Mexique.

Amnesty International salue les déclarations du président Vicente Fox Quesada, mais il faut maintenant qu'elles se traduisent par des mesures concrètes, destinées à mettre fin à la torture, aux assassinats politiques et au climat de peur quotidien dans lequel vivent les communautés indiennes placées sous la menace permanente des violences paramilitaires.

L'organisation est également préoccupée à l'idée que les défenseurs des droits humains ne peuvent mener leurs activités sans craindre d'être harcelés.

« En outre, des centaines de violations des droits humains ayant eu lieu par le passé, notamment des "disparitions" et des homicides,

Au cours de son séjour, M. Sané rendra visite au général José Francisco Gallardo, qui est incarcéré à la prison de Neza-Bordo, dans l'État de Mexico, un des trois détenus mexicains adoptés en tant que prisonniers

sont toujours impunis », a déploré M. Sané.

Au nombre des affaires demeurées non élucidées figurent les massacres de paysans perpétrés à Aguas Blancas et à El Charco, dans l'État de Guerrero, en 1995 et 1998 respectivement, et les tueries d'indiens commises au Chiapas dans les communautés d'Acteal, en 1996, et d'El Bosque, en 1998. De même, trente-trois ans après la mort des étudiants massacrés à Tlatelolco, dans la ville de Mexico, en 1968, les responsables n'ont toujours pas été traduits en justice.

« Le cercle vicieux de l'impunité doit être brisé pour que le Mexique puisse rompre avec des décennies d'atteintes aux droits humains, et s'engager sur la voie d'un avenir dans lequel les droits et la dignité de tous seront respectés », a conclu le secrétaire général d'Amnesty International.

d'opinion par Amnesty International. Cet homme purge une peine de vingt-huit ans d'emprisonnement, pour des infractions militaires dont il a été reconnu coupable après avoir publié un article dans lequel il demandait la

nomination d'un médiateur auprès des forces armées. Les deux autres hommes adoptés comme prisonniers d'opinion par l'organisation, les paysans et militants écologistes Rodolfo Montiel Flores et Teodoro Cabrera García, sont incarcérés dans l'État de Guerrero. \_

*Pour obtenir de plus amples  
informations, veuillez contacter le  
Service de presse d'Amnesty  
International, à Londres, au +44  
20 7413 5566 ou consulter notre  
site web : <http://www.amnesty.org>*